



*Monsieur le Président du Comité Social d'Administration Local de La Loire*

*Depuis plusieurs années déjà, les trois syndicats les plus représentatifs des finances publiques ne cessent de dénoncer la politique de suppressions d'emplois au sein de la DGFIP, boostée par la loi de transformation de la fonction publique qui a vu essaimer des propositions d'emplois précaires pour pallier au manque d'effectifs flagrant dans les services.*

*Nous l'affirmons encore, nous ne sommes pas des statistiques ! En effet, loin du terrain et de toute considération de ses agents, la direction générale ne raisonne que par des chiffres (statistiques de suppressions d'emplois, statistiques de productivité, statistiques de télétravail...) cantonnant les agents DGFIP à des numéros, des pourcentages, des listes, en supprimant la notion d'humain.*

*En proie à de multiples restructurations que la pandémie n'a pas freinées, le malaise et la perte de sens des missions se propagent dans les services, dans une atmosphère morose teintée du sentiment de non reconnaissance des agents par leur propre ministère.*

*Toujours plus acculée par des politiques démagogues qui scandent que la réduction des dépenses publiques doit se traduire par une réduction drastique de nos effectifs alors même que ceux-ci sont garants des recettes et des dépenses de l'État, la DGFIP se réduit comme peau de chagrin.*

*Pourtant, n'est-elle pas garante d'un service public de qualité que réclament les populations notamment depuis le début de l'épisode pandémique ?*

*Nous en avons assez de payer les pots cassés d'une politique de destruction des emplois, des structures, des missions. Assez de devoir bricoler afin de savoir si tel ou tel service est capable d'absorber des suppressions d'emploi sans que cela soit « trop » dommageable. Nous refusons de cautionner la déliquescence des services de notre administration.*

*C'est pourquoi, les élus de Solidaires Finances Publiques, de FO DGFIP et de CGT Finances Publiques refusent de participer à cette chambre d'enregistrement qu'est devenu le CSAL emplois.*